L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux—No. 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE MATIN, 15 DECEMBRE.

Chronique Théâtrale.

La Fille de Mme Angot, opérette et opéra-comique.—Rigolette en matinée; MM. Méric, Gadilhe, Veitlinger, Mmes Anna Vercken et Texni.

Un des faits les plus remarquables de la semaine qui vient de s'écouler, c'est que *La Fille de Mme Angot* a occupé trois fois la scène de l'Opéra, dans le court espace de quatre soirées. C'est un grand honneur pour l'ouvrage de M. Charles Lecocq. Déjà, l'année dernière, il obtenait ici un succès qui laissait bien loin derrière lui toutes les pièces du répertoire. Alors, il est vrai, le charme de la nouveauté qui est toujours si puissant, s'ajoutait à ses mérites intrinsèques.

Notre confrère le *Carillon*, qui a l'œil clair et l'odorat subtil, pressentit la vogue que la *Fille de Mme Angot* allait obtenir dans cette chère ville de la Nouvelle-Orléans restée plus française qu'on ne croit et qu'elle ne le soupçonne elle-même. Le petit journal eut l'idée ingénieuse d'imprimer, sous forme de brochure à prix réduit, tout ce qui se chante dans l'œuvre de M. Charles Lecocq. La vente fut si heureuse que les exemplaires furent épuisés en peu de temps, et une seconde édition, faite en toute hâte, n'eut pas moins de bonheur. Les airs de la *Fille de Mme Angot*, et les paroles qu'ils accompagnent, se répandirent avec une rapidité électrique; on n'entendit qu'eux dans les rues, dans les arrière-boutiques, et dans plus d'un salon.

La musique de la *Fille de Mme Angot* participe de l'opérette et de l'opéra comique. En l'écoutant, on s'est tenté de croire que son auteur pourrait se distinguer dans le genre illustré par Balfe, Hérold, Auber, si toutefois ce genre n'a pas fait son dernier mot. Les mélodies de M. Charles Lecocq se dessinent avec une certaine facilité naturelle et s'accompagnent avec les encadre est fait un rapport avec elles par sa finesse et sa légèreté. Mais ce compositeur a écrit pour un public encore amoureux de bonbonnière, et, pour plaire à son monde, il donne souvent à son style ces sautillantes allures qui caractérisent les chansons de guinguette.

Les artistes chargés des rôles de la *Fille de Mme Angot*, s'en acquittent d'une manière satisfaisante, et, sans l'attrait de la nouveauté qui n'existe plus et la gêne générale encore plus prononcée qu'en 1875, on ne voit pas pourquoi les représentations de cette pièce ne se multiplieraient pas comme l'année dernière.

Nous n'en dirons pas davantage de l'œuvre de M. Charles Lecocq. Nous le confesserons franchement, nous avons une antipathie invincible pour tout ce qui, de près ou de loin, rappelle l'opérette. Autant nous aimons le sel fin de la vraie gaîté musicale, comme par exemple dans le *Mariage Secret* ou le *Barbier de Séville*, autant nous éprouvons de répulsion pour le rire forcé et les grossières facéties que dicte le mercantilisme cachés sous le manteau de l'art. Nous craindrions, en insistant davantage, de paraître injuste envers une composition qui vaut mieux, dans quelques uns de ses passages, que le genre vulgaire auquel il rattachent les nécessités de la mode.

Quittez la *Fille de Madame Angot* pour parler de *Rigolette* donné en *Matinée*, pendant l'après-midi. Autant passer d'un monde dans un autre; c'est s'élever dans la sphère où le langage musical, répondant à toute sa noblesse et le plus beau de sa mission, devient l'interprète des grands sentiments, et revêt du son coloris ces situations profondes où des existences humaines sont aux prises avec la destinée.

Nous sommes arrivé au théâtre au moment où le rideau se levait pour le second acte. Quelle musique lumineuse et saisissante l'homme-clé s'empare de vous comme vous scutez, dès les premiers accords, qu'elle parle pour dire des choses qui méritent d'être écoutées et qui vont vous remuer jusque dans les profondeurs les plus secrètes de votre âme!

La simple orchestration de ce second acte est un chef-d'œuvre. Là, du reste, Verdi est dans son fort. Jamais cette âme passionnée, orageuse, même un peu sauvage, ne s'explique avec plus d'énergie que dans ces situations dramatiques. Verdi excelle dans l'art de faire naître ces tressaillements qui annoncent les approches des grands crises morales et que l'on peut comparer à ces frémissements dont vibrent les forêts et les rivages de la mer sous le souffle avant-coureur de la tempête.

Ces effets qui subjuguent votre attention et ne tardent pas à s'emparer entièrement de vous, il les doit à des combinaisons de sons souvent d'une simplicité extrême, fondées sur une observation exacte des phénomènes du monde physique, et des mouvements du cœur humain.

Ce que l'on vient de dire de l'orchestration du second acte, peut aussi bien s'appliquer à celle du troisième et du quatrième.

On a reproché à Verdi d'avoir quelquefois copié, dans la partition de *Rigoletto*, celles du *Freyschütz* et des *Huguenots*. Il est certain qu'il y a, entre son œuvre et ces deux dernières, des analogies faciles à surprendre au passage. Mais des analogies ne sont pas des plagiats. Ce sont, en quelque sorte, des ressemblances de famille: tous les génies sont fils d'une même mère, la nature, et tous portent une empreinte maternelle qui les rapproche les uns des autres. Souvent Rossini s'éveille en vous le souvenir de Mozart, dont il est le successeur légitime.

Il y a toute une magnifique phrase de *Lucie de Lammermoor* que l'on croirait empruntée de l'ouverture d'*Oberon*. Meyerbeer lui-même, peut on l'écouter longtemps, dans *Robert le Diable* et les *Huguenots*, sans que l'image de Beethoven apparaisse dans notre pensée.

Enfin ce Beethoven, ce géant en fait d'orchestre, ne redescend-il pas, parfois dans sa première manière, la lumière colorée et aux nuances si douces dont Haydn et Mozart semblaient avoir dérobé le secret aux habitants d'un monde supérieur au 16e?

Nous avons déjà dit beaucoup de bien de M. Méric, dans le rôle de *Rigoletto*, mais pas assez. Jusqu'à présent, ce rôle est celui qui paraît répondre le mieux à ses moyens et à ses goûts. Il est des rôles comme des habillements: il y en a toujours un qui vous sied mieux que les autres, et dans lequel vous aimez le plus à vous trouver. Cette remarque a été faite par un critique renommé, et les termes dont il se sert, rendent si bien notre pensée que nous ne saurions mieux faire que de les reproduire: " Quelles que soient la variété du répertoire des artistes dramatiques et la complexe de leurs facultés, le distinction, ils ont toujours un rôle qui, plus que tous les autres, répond à leurs affinités secrètes. Mlle Rachel était tout entière dans le rôle de Phèdre, comme Mme Malibran dans celui de Desdemone. Aucune cantatrice n'a chanté le rôle de Lucrezia comme Mme Pasta, et Mme Marie-Sasse Fodor a laissé des souvenirs inoubliables dans la Nitetta de la *Gazza ladra*, par sa merveilleuse et rare vocalisation. Mlle Grist " dans la *Norma*, Rubini dans la *Sonnambula* Duprez dans Arnold de *Guillaume Tell*, Nourrit dans *Robert le Diable*, Levasseur dans Bertram et Falconi dans le Fugaro du *Barbier de Séville*, etc., semblaient être moins des comédiens chargés de traduire une conception de l'art, que des êtres réels exprimant leurs propres sentiments."

Cette observation s'applique parfaitement à M. Méric, dans le rôle de *Rigoletto*. C'est le père de Gilda lui-même que nous voyons et entendons, quand cet artiste nous montre le pauvre bouffon trahi dans ce qu'il a de plus cher au monde et jurant de se venger. Il y a de véritables larmes dans la voix de ce père s'essuyant sur son déshonneur, et pardonnant à sa fille ignoblement et lâchement trompée par le duc de Mantoue. Nous allons dire une chose qui sera un bien beau compliment pour M. Méric: au troisième acte, dans la scène du tauteuil, il nous a fait penser à Salvini.

Dans aucun opéra, M. Méric ne donne plus de voix et ne chante mieux que dans *Rigoletto*; il y est bien supérieur à MM. Dunesatre et Devoyod.

Nous avons écrit un jour que Mlle Anna Vercken paraissait moins à son aise dans le rôle de Gilda que dans celui de Rachel. A la matinée de jeudi, elle nous a royalement donné le démenti, et nous nous empressons de lui faire amende honorable. Nous reconnaissons avec plaisir que sa belle voix s'est promenée avec autant de souplesse que d'agilité, au milieu des épines dont quelques critiques du rôle sont hérissées, sans s'y faire la moindre égratignure. Heureuses les cantatrices, qui, comme Mlle Anna Vercken, peuvent aborder avec un égal succès les rôles de Rachel et de Gilda, et heureux les dilettanti qui peuvent les y entendre!

M. Gadilhe a chanté le rôle du duc de Mantoue, avec toute la désinvolture d'un grand seigneur sans scrupules, sûr de l'impunité pour ses crimes les plus révoltante. Il a surtout mis une insouciance, et une crânerie sans pareille, dans cette chanson si jolie mais sans cœur:—"Comme la plume au vent"—dont les paroles mensongères forment un contraste navrant avec le désespoir de Gilda.

Quoique M. Feitlinger n'eût que quelques phrases à dire, dans le personnage de Sparafucile, il a su les dire d'une si belle façon qu'il a eu sa part d'applaudissements.

Mme Téoni joue et rit plus qu'elle ne chante dans le rôle de Madelaine: mais elle joue et rit avec trop d'esprit pour qu'on lui demande rien de plus.

M. Placide Canonge a un sentiment vrai des beautés de l'art. Ses feuilletons d'autrefois, dans le journal l'*Epoque*, le témoignent avec sure. Il doit penser, lui aussi, que *Rigoletto* est une des meilleures choses que son théâtre ait produites cette année, et il le redonnera sans doute. Quand cela aura lieu, quiconque à la Nouvelle-Orléans aime la musique dramatique, aurait bien tort, comme on dit, de ne pas saisir l'occasion aux cheveux.

A. M.

Chapeaux de fourrure et de soie à $5 au magasin de R. E. Lee, au coin des rues Canal et Bourbon et au coin des rues Royale et St. Louis.

ASSESSMENT No 198, 179, ET 180.—Voyez à la colonne des notices spéciales la mort de G. orge Ulmen, M. H. Nicole et Mathias la Franz, payable au bureau de l'association " Mutual Aid & Benevolent Life Insurance," rue Camp 19.

FEUILLETON.

LES RIVALITÉS.

PAR

ARMAND LAPOINTE.

IXXI. — Suite.

Ces émotions étaient trop fortes et trop multipliées pour la pauvre Adrienne: elle s'allaissa sur le sol du jardin et s'évanouit.

Quand elle revint à la vie, elle était dans son lit et en proie à une violente crise nerveuse.

Mme Bouhard, qu'on avait envoyé chercher, était assise à son chevet.

Ni Malicorne ni Prosper ne parurent de tout le reste du jour dans sa chambre.

Seule, Julienne Malicorne vint à six heures s'enquérir des nouvelles de la jeune fille.

Elle repose, dit la Bonnard, cela ne sera rien.

—Alors, il sera inutile de veiller auprès d'elle, dit la vieille avare; tu partiras après dîner, et demain j'ai besoin de toi je te le ferai dire.

La Bonnard quitta donc la maison de Malicorne à huit heures du soir. Mais Prosper et dans laquelle il était si brusquement intervenu; enfin, il dit la visite d'Andoche Mirasset, l'engagement que celui-ci avait pris de faire éclater l'innocence de d'Adrienne et l'intention qu'il avait, lui Hervey, de quitter la paye.

—De l'innocence de Mlle Adrienne, dit M. Laroche, on parlera plus pour l'instant; elle a déjà beaucoup été mise en doute ni par vous ni par ma femme, ni par moi, et depuis l'avis que Prosper Malicorne a fait échapper en votre présence, nous avons qui mobile a fait naître le calomnie, nous y reviendrons tout à l'heure. Faisons en autant de l'amour de votre jeune fille—tranquillisez-vous, elle vous aime! Il se dégage de ce que vous venez de nous apprendre, trois choses graves. La première, la noirceur de Mlle Adrienne qui veut éloigner de votre cœur une jeune fille impressionnable, ignorante du mal et de la méchanceté des hommes. Mais ce n'est là qu'une petite plume d'un beau jour d'été. Rien ne vous est plus facile que d'abattre la cause de l'oiseau. Adrienne vous y aidera elle-même, si vous la mettez à l'épreuve. Ce qui est plus grave, c'est la mauvaise foi dont Malicorne a fait preuve en vous cachant la présence de Mme Laroche ce matin, à la messe, à sa sortie bien des doutes, et moi même je me demande si je n'ai pas été le jouet d'une fatale illusion.

—Qu'à donc fait Mme Laroche? demanda Jacques Hervey.

Louis Bernard lui apprit la scène de l'église et la généreuse action de Mme Laroche.

—Ah! s'écria le médecin, voilà qui console un peu bien des douleurs.

Il quitta Louis Bernard et se rendit de suite au port Michaud.

M. et Mme Laroche se promenaient dans leur jardin.

—Ah! madame, dit Hervey en s'adressant à la femme de son ami, combien vous avez été bonne, pleine de clémence et de dévouement ce matin! Quelles expressions pourront vous peindre mes remerciements et ma reconnaissance?

—Que voulez vous dire, mon cher docteur?

—Avez vous donc oublié votre généreuse action à l'égard d'une fille infortunée que la malignité publique détrisent.

—Ah! vous voulez parler de Mlle Adrienne!..... Mais en quoi....

Elle s'arrêta tout à coup et reprit après un instant de réflexion:

—Oh! c'est un trait de lumière! Je comprends maintenant! Vous êtes le personnage mystérieux qui occupait sa pensée, ses accusateurs. Mais elle vous aime, cette ravissante fille!

—Hélas! soupira Hervey, je le croyais; l'illusion s'est envolée.

—Que dites-vous là, docteur?

—La vérité, madame.

M. Laroche prit la parole.

—C'est à la fois un roman et un drame que tout cela. Rentrons à la maison et tâchons d'éclaircir cette affaire.

Lorsqu'ils furent tous les trois assis dans le cabinet de M. Laroche, celui-ci dit à Hervey:

—Voyons, cher ami, nous attendons vos confidences, peut-être à nous trois découvrirons-nous la vérité, et de cet amour si discret, si mystérieux ne restera-t-il que le roman.

Jacques Hervey ouvrit son cœur à ses amis. Il leur dit ses premières impressions à la vue d'Adrienne, l'entrevue dans les vignes, sa déclaration, l'aveu de la jeune fille dans le jardin; il lut la lettre qu'Adrienne lui avait écrite; il raconta sa rencontre à l'abrevoir; en un mot toutes les phases et tous les incidents de son amour. Puis, il arriva à la scène du matin, chez Malicorne, entre Adrienne et d'affranchissement des noirs est pire qu'une dérision, et ne vaut guère mieux qu'un crime.

Peut-être le Congrès jugera-t-il qu'il doit à la vérité et à la justice de s'assurer au moyen d'un comité si les prétendues injustices faites aux citoyens de couleur pour des raisons politiques sont réelles, et si les rapports qui les renferment ont été fabriqués pour la circonstance.

Le nombre total des troupes dans les Etats de la Louisiane, de l'Alabama, de la Georgie, de la Floride, de la Caroline du Sud, de la Caroline du Nord, du Kentucky, du Tennessee, de l'Arkansas, du Mississippi, du Maryland et de la Virginie, au moment de l'élection était de cent hommes.

Ce chiffre comprend les garnisons de tous les forts depuis le Delaware jusqu'au golfe du Mexique.

AFFAIRES DE L'ARKANSAS.

De nouveaux troubles ont éclaté dans l'Arkansas. L'article XIII de la constitution de cet Etat, qui a été adoptée en 1868, et sous les dispositions duquel par le Congrès on a rendu à l'Etat sa représentation comme membre de l'Union, impose en effet que, avant qu'aucun amendement proposé à cette constitution en fasse partie, il devra être voté par deux assemblées successives, et ensuite ratifié à la ratification de la majorité des électeurs de l'Etat.

Le 11 mai 1874, le gouverneur a convoqué une session extraordinaire de l'assemblée générale de l'Etat, laquelle, le 19 du même mois, a voté une loi portant qu'une convention rédigera une nouvelle constitution. En exécution de cette loi, et dans une élection tenue le 10 juin 1873, la convention a été approuvée, et l'on a élu des délégués à cette convention.

Les délégués se sont assemblés le 14 juillet dernier et ont rédigé une nouvelle constitution, dont l'annexe porte que les électeurs voteront entièrement par élection les officiers d'Etat, suivant un mode contraire à la loi d'élection alors existantes dans l'Etat, le 13 octobre 1874.

La constitution, suivant un de ses articles, a été soumise au peuple pour être approuvée ou rejetée, et d'après les rapports d'élections, elle a été approuvée à une grande majorité de ceux qui ont qualité pour la voter; et aux mêmes élections, on a choisi des personnes pour remplir toutes les charges d'Etat, de comté, de municipalités: le gouverneur élu en 1873 pour un terme de 4 ans a remis ses pouvoirs au gouverneur élu en vertu de la nouvelle constitution, après quoi le lieutenant gouverneur élu en 1873 pour un terme de 4 ans, prétendant faire fonctions de gouverneur, et alléguant que les mesures qui avaient donné naissance à une nouvelle constitution et changé les officiers élus, étaient inconstitutionnelles, illégales et nulles, s'est adressé à moi comme il est dit dans la section IV de l'article IV de la constitution, à l'effet de protéger l'Etat contre les violences domestiques.

Comme le Congrès examine en ce moment les affaires politiques de l'Arkansas, j'ai refusé d'intervenir.

Toute la question de l'intervention de l'Exécutif dans les affaires d'un Etat se heurte contre l'opinion publique, contre le sentiment de ceux qui en vertu de leurs pouvoirs officiels doivent être employés dans cette intervention et contre les penchants de ceux qui doivent la diriger; à moins qu'elle ne soit bien clairement appuyée par la loi, cette intervention pourrait un crime ainsi que la loi qui l'autorise. On la condamne sans l'écouter.

Je désire en conséquence que toute nécessité d'une direction exécutive dans les affaires locales devienne inutile et arrange-t-l'appelle l'attention, non du Congrès, mais du peuple des Etats-Unis, sur les causes et les effets de ces malheureuses questions.

N'a-t-il pas d'un côté une disposition à exagérer les torts et les embarras, et de l'autre, à les atténuer ou à les justifier? Si l'opinion publique pouvait être convaincue de la nécessité d'une enquête impartiale de la question, à repousser les injustices, à aimer, on donnerait au pays de nouveaux éléments, et nous verrions plus tôt cet état de paix qui lamentait les Etats libres de la violence et des homicides.

Peut-être le Congrès jugera-t-il qu'il doit à la vérité et à la justice de s'assurer au moyen d'un comité si les prétendues injustices faites aux citoyens de couleur pour des raisons politiques sont réelles, et si les rapports qui les renferment ont été fabriqués pour la circonstance.

Le nombre total des troupes dans les Etats de la Louisiane, de l'Alabama, de la Georgie, de la Floride, de la Caroline du Sud, de la Caroline du Nord, du Kentucky, du Tennessee, de l'Arkansas, du Mississippi, du Maryland et de la Virginie, au moment de l'élection était de cent hommes.

Ce chiffre comprend les garnisons de tous les forts depuis le Delaware jusqu'au golfe du Mexique.

AFFAIRES DE L'ARKANSAS.

De nouveaux troubles ont éclaté dans l'Arkansas. L'article XIII de la constitution de cet Etat, qui a été adoptée en 1868, et sous les dispositions duquel par le Congrès on a rendu à l'Etat sa représentation comme membre de l'Union, impose en effet que, avant qu'aucun amendement proposé à cette constitution en fasse partie, il devra être voté par deux assemblées successives, et ensuite ratifié à la ratification de la majorité des électeurs de l'Etat.

Le 11 mai 1874, le gouverneur a convoqué une session extraordinaire de l'assemblée générale de l'Etat, laquelle, le 19 du même mois, a voté une loi portant qu'une convention rédigera une nouvelle constitution. En exécution de cette loi, et dans une élection tenue le 10 juin 1873, la convention a été approuvée, et l'on a élu des délégués à cette convention.

Les délégués se sont assemblés le 14 juillet dernier et ont rédigé une nouvelle constitution, dont l'annexe porte que les électeurs voteront entièrement par élection les officiers d'Etat, suivant un mode contraire à la loi d'élection alors existantes dans l'Etat, le 13 octobre 1874.

La constitution, suivant un de ses articles, a été soumise au peuple pour être approuvée ou rejetée, et d'après les rapports d'élections, elle a été approuvée à une grande majorité de ceux qui ont qualité pour la voter; et aux mêmes élections, on a choisi des personnes pour remplir toutes les charges d'Etat, de comté, de municipalités: le gouverneur élu en 1873 pour un terme de 4 ans a remis ses pouvoirs au gouverneur élu en vertu de la nouvelle constitution, après quoi le lieutenant gouverneur élu en 1873 pour un terme de 4 ans, prétendant faire fonctions de gouverneur, et alléguant que les mesures qui avaient donné naissance à une nouvelle constitution et changé les officiers élus, étaient inconstitutionnelles, illégales et nulles, s'est adressé à moi comme il est dit dans la section IV de l'article IV de la constitution, à l'effet de protéger l'Etat contre les violences domestiques.

Comme le Congrès examine en ce moment les affaires politiques de l'Arkansas, j'ai refusé d'intervenir.

Toute la question de l'intervention de l'Exécutif dans les affaires d'un Etat se heurte contre l'opinion publique, contre le sentiment de ceux qui en vertu de leurs pouvoirs officiels doivent être employés dans cette intervention et contre les penchants de ceux qui doivent la diriger; à moins qu'elle ne soit bien clairement appuyée par la loi, cette intervention pourrait un crime ainsi que la loi qui l'autorise. On la condamne sans l'écouter.

Je désire en conséquence que toute nécessité d'une direction exécutive dans les affaires locales devienne inutile et arrange-t-l'appelle l'attention, non du Congrès, mais du peuple des Etats-Unis, sur les causes et les effets de ces malheureuses questions.

N'a-t-il pas d'un côté une disposition à exagérer les torts et les embarras, et de l'autre, à les atténuer ou à les justifier? Si l'opinion publique pouvait être convaincue de la nécessité d'une enquête impartiale de la question, à repousser les injustices, à aimer, on donnerait au pays de nouveaux éléments, et nous verrions plus tôt cet état de paix qui lamentait les Etats libres de la violence et des homicides.

Je crois que du cote de nos concitoyens des Etats du Sud, il y a chez la plupart d'entre eux une disposition à se soumettre aux lois et à s'abstenir de violence contre les individus, soit contre les lois existantes, mais ont-ils raison de méconnaître la réalité de violences et de meurtres pour résister aux autorités constituées; leur condition précaire évoque toute ma sympathie, et je ferais tout mes efforts pour les soulager, reconnaissant que dans certains cas ils ont vu des gouvernements sur lesquels il était impossible de vivre, des gouvernements très oppressifs, à raison des taxes destinées à des améliorations, imaginaires, et qui ne donnaient pas un bénéfice égal aux charges qu'ils imposaient. Mais peuvent-ils se défendre entièrement irresponsables de cet état de choses, ils ne le peuvent pas.

La violence a régné en quelques endroits, elle a été tantôt mise par ceux qui étaient au pouvoir, tantôt par la faction qui l'abattit. Il est impossible de prévenir, au milieu d'une telle effervescence qu'il ne doit plus y avoir d'intervention de la part du gouvernement fédéral pour protéger les citoyens.

Dans un pays libre, on a souvent le tort impardonnable de négliger de donner leur protection, c'est là une grande erreur. Tant que je resterai à l'Exécutif, toutes les lois du Congrès et toutes les dispositions de la Constitution, y compris les récents amendements qui y a ajoutés, seront rigoureusement appliqués, bien entendu qu'elles aient ajouté un mot aux devoirs ou aux pouvoirs de l'Exécutif, qu'il y ait impartialité dans la discussion des questions qui s'élèvent, et que les droits des parties en toutes les parties soient des personnes honnêtes et fidèles des événements, condamnant les torts, et soutenant le droit. L'honnêteté finit par l'emporter dans l'ordre.

Dans les conditions actuelles, je désire voir le ticket républicain, parcequ'il unit les amis sont de ce parti; beaucoup de bons citoyens votent le ticket opposé non parcequ'ils acceptent le grand principe de l'Etat qui oppose les partis, mais parcequ'il est, généralement opposé à la domination du nègre. C'est là un effi politique fort trompeur.

Traiter le nègre en citoyen, en électeur quelconque, et dont on désire être, bientôt les partis se diviseront non sur la couleur, mais sur le principe, et alors nous n'entendrons plus aucune plainte d'intervention dans les affaires des Etats.

Message du Président.

AFFAIRES DE LA LOUISIANE.

Votre attention sera appelée sur la condition critique des affaires dans quelques uns des Etats du Sud.

Le 14 septembre dernier le gouverneur de la Louisiane s'est adressé à moi en vertu de la Constitution et des lois des Etats-Unis, pour l'aider à réprimer une insurrection locale dans cet Etat. Cet appel était motivé par une proclamation dans cet Etat, de B. F. Penn qui prétendait avoir été élu lieutenant-gouverneur de l'Etat en 1872, et invitait les autres louisianaises à s'armer, à se réunir et à chasser du pouvoir les usurpateurs, nom qu'il donnait aux officiers du gouvernement de l'Etat. En conséquence j'ai lancé une proclamation commandant les insurgés de se disperser dans les cinq jours; j'appris ensuite que le même jour ils avaient pris violemment possession de la maison de l'Etat, se proposaient pour appuyer le gouvernement existant et reconnu de l'Etat, mais avaient capitulation cinq jours, le mouvement insurrectionnel fut abandonné de fait, et les officiers du gouvernement d'Etat, à l'exception d'un petit nombre de subalternes, reprennent leur pouvoir et leurs charges. Considérant que l'administration actuelle de l'Etat de la Louisiane a été le seul gouvernement de cet Etat pendant près de deux ans, qu'il a été tacitement reconnu et accepté comme tel par le Congrès, et qu'il a été finalement reconnu par moi; je regardai comme un devoir évident pour moi, quand je recevais un appel à cet effet, d'empêcher qu'il ne fût renversé par la force ou par la menace, sous prétexte de fraude et d'irrégularités dans l'élection de 1872.

Ayant appelé l'attention du Congrès sur ce sujet, et présenté par suite des fraudes et des falsifications commises dans cette élection, et par ce qu'il paraîtrait que le scrutin de cette élection, n'avaient jamais été dépouillés, il est impossible de dire qui avait été élu. Mais d'après les meilleures sources d'informations que j'avais sous la main, il me sujours eru que les officiers actuels de l'Etat ont reçu une majorité légale des votes déposés effectivement dans cette élection.

Je répète ce que j'ai dit dans mon Message particulier du 20 février 1873, dans le cas où le Congrès ne prendrait pas de décision, je dois continuer de reconnaître le gouvernement reconnu jusqu'ici par moi.

AFFAIRES DU SUD.

Je regrette de dire que dans les préparatifs des dernières élections, des indices évidents démontrent dans certaines localités des Etats du Sud, une détermination de priver de leur droit de violences et d'intimidation, certains citoyens de la liberté du vote, à raison de leurs opinions politiques. Des bandes d'hommes masqués et armés ont, dans le fait, constitué des ligues blanches et d'autres sociétés se sont formées, on a importé et distribué à ces corps organisés de grandes quantités d'armes et de munitions. Ils ont fait des exercices militaires et des démonstrations menaçantes, et avec tout cela on a commis assez de meurtres pour répandre la terreur parmi ceux dont on voulait paralyser autant que possible l'action politique. Dans quelques endroits les électeurs noirs ont été forcés de voter selon le désir de leurs maîtres, sous la menace d'être renvoyés s'ils agissaient autrement. Il n'y a que trop d'exemples où ces menaces ayant été délaignées ont été impitoyablement exécutées par ceux qui les avaient faites.

Je pense que le 15e amendement à la constitution a été fait pour empêcher un semblable état de chose, et la loi du 31 mai 1870, un des amendements, a été votée pour en faire respecter les dispositions. Il semble à propos de faire passer tous les citoyens le droit de vote et de les protéger dans la libre jouissance de ce droit.

Il a été enjoint par la Constitution à l'Exécutif de veiller à ce que les lois fussent fidèlement appliquées." Convaincu par des preuves irréfragables que l'on a commis des violations de cette loi, et qu'on tentait à un mépris général et flagrant de cette loi, les officiers que cela concernait ont reçu pour instruction de poursuivre les délinquants, et l'on a posté des troupes aux lieux de vote sensibles, pour aider les magistrats, s'il le fallait, dans l'accomplissement de leurs devoirs officiels. On a pu maintenir cette intervention des autorités fédérales, mais si l'amendement et la loi en question ne prévoient pas une telle intervention dans les circonstances que je viens d'indiquer, alors il n'ont aucun sens, aucune force, aucun effet, et tout le plan

---

ESTD 1858.
DOOLEY'S
YEAST POWDER
THE STANDARD BAKING POWDER
THE BEST AND CHEAPEST PREPARATION EVER OFFERED FOR MAKING BREAD.

La Poudre Levain de Dooley
Est parfaitement Pure et Saine.

La Poudre Levain de Dooley
Est dans des Boites qui ont le Poids Plein.

La Poudre Levain de Dooley
Fait de Jolis Biscuits et Rolls.

La Poudre Levain de Dooley
Fait toute espèce de Dumplings, Pâtés et Gâteaux jolis, légers et sains.

La Poudre Levain de Dooley
Est la Meilleure parce qu'elle est parfaitement pure.

La Poudre Levain de Dooley
Est la plus Economique parce qu'elle a le poids plein.

La Poudre Levain de Dooley
Est garantie et satisfera l'acheteur.
Demandez

La Poudre Levain de Dooley
et n'en prenez pas d'autre.

La Poudre Levain de Dooley
Est dans des Boites en fer-blanc de différentes grandeurs, à Prange des familles, des pensions, des hôtels, des restaurants des bâteaux, des navires au long cours.

La Marché est inondé de Poudre Levain de Qualité inférieure et dont le poids est faible en instance. LA POUDRE LEVAIN DE DOOLEY est garantie et sous le rapport de la force et sous celui du poids.
A vendre, en gros et en détail, dans tous les Etats-Unis, par les épiciers et les marchands d'articles de familles.

DOOLEY & BROTHER
MANUFACTURERS
69 NEW ST. NEW YORK.

Consulat de France.

AVIS MENSUEL—SEPTEMBRE 1874.

Sont invités à se présenter à ce Consulat, pour affaires qui les concernent, les personnes dont les noms suivent. En cas de décès ou d'absence, leurs ayants ou commissionnaires sont priés d'en donner avis au Consulat:

André Joseph	Lafitte, Duffilo & Cie
B	Laval Jean Baptiste
Brulatrie Paul	Leet Pierre Alphonse
Buisson Louis	
Bienta Joseph	M
Bastide Clémentan	Marien Calixte
Bassy Ohaize	Martin E
C	Mioux Jean
Carlos O	Monge, Mme Vve Bernard et son fils.
D	P
De Cormont, Mme Vve Fe Stephen'd	Plagne Jean
De Mascot de Lafond.	Poirier, (Mme) née Cur
Dumestre René	R
Durand E. H.	Rirat Joseph
Dreux, Mme Vve née Bouchez.	Rodon Léon
E	Richard Frank
Eymann Hector	Rochard Joseph Antoine
F	S
Florenville H	Lenbben (le) épous
G	T
Godin J A D	Turpin (les époux)
Guppi Théodore	Thiry Louis Antoine
H	V
Hélips Jn. dit Jenty	Vidal Charles
W	
Wequant Charles	

Sont également invités à se présenter à ce Consulat tous Français appelés antérieurement à la Loi du Recrutement militaire, soit par numéro de leur âge (20 ans) soit comme ayant été omis dans un tirage précédent.

Le Chancelier du Consulat de France a la Nouvelle-Orléans, sise rue St. Louis, No 11, entre Chartres et Victor, reçoit aux heures de bureau les noms et les adresses de tous les Français résidant à la Nouvelle-Orléans.

Bureau des Retours.

Décision sur la parcisse de Soto.

Premier cas de flagrant délit.

Protestation de M. Arroyo.

La séance du Bureau des Retours a une extrême importance. Wells et ses trois collègues radicaux ont jeté le masque et ont rendu, à propos de la paroisse De Soto, une décision qui est un flagrant délit de fraude.

Cette paroisse, présidée par M. Arroyo contre cette décision, que nous donnons plus bas, est d'une argumentation irréfutable et nous dispense de commentaires. La décision de MM. Wells, Anderson, Kenner et Casanave est un audacieux défi jeté aux 77,000 électeurs qui ont voté contre le radicalisme, car c'est le commencement de la suppression des votes donnés par la majorité.

La séance s'est ouverte à onze heures.

M. Arroyo a requêté l'instruction déjà connu du rapport de la paroisse De Soto. Il a rappelé comment le secrétaire Beau qui était chargé, par la loi, de copier les rapports au Bureau, a gardé ces rapports et a essayé de les vendre à l'un ou à l'autre des deux partis pour un prix qui a varié de $2,500 à $1000, comment un nouvel arrestation, il s'était enfui, laissant le soin à une femme du mauvaise vie, Lou Dudley, dont il avait fait son courtier, de continuer les négociations, comment le Bureau apprenant ces faits avait reconnu qu'il était sans pouvoir pour agir et comment l'avocat-général ou plutôt son substitut Dibble avait négligé de répondre à l'invitation du Bureau pour qu'il eût à prendre les mesures nécessaires au recouvrement des documents de la paroisse DeSoto.

M. Arroyo a rappelé qu'il avait déjà effort au bureau le duplicata du rapport officiel apporté en ville par le greffier de la Cour, où il a été déposé par Beau, et que le bureau avait remis la prise en considération de cette proposition jusqu'au moment de l'examen des paroisses contestées. Ce moment étant venu, M. Arroyo a renouvelé son offre et a dit que M. Reynolds, greffier de la Cour de la paroisse De Soto, était présent tenant à la disposition du bureau les duplicata originaux des rapports déposés, signés et scellés par Beau lui-même; il a donc demandé que le bureau fit la comparaison des votes sur ces documents.

M. Wells a répondu que les rapports légaux n'étaient pas devant le Bureau; que M. Reynolds n'était pas la personne chargée par la loi de remettre les rapports au Bureau et que celui-ci ne pouvait recevoir les papiers offerts.

M. Anderson a pris les papiers et les a placés sur la table en réitérant sa demande de qu'ils fussent ouverts. M. Wells a refusé de les ouvrir en disant que sa décision devait être respectée à moins qu'appel n'en fût fait.

MM. Whittaker et Zacharie ont voulu présenter quelques observations, mais Wells leur a imposé silence.

M. Arroyo a dit qu'il en appelait au Bureau de la décision de M. Wells. Sur quoi M. Anderson a dit qu'il n'avait pas d'objection à ce que les paquets fussent ouverts pour être examinés.

A la demande de M. Arroyo, M. Reynolds a ouvert les papiers que MM. Anderson et Arroyo ont examinés. M. Anderson a dit qu'il était prêt à les admettre pour ce qu'ils valaient, bien qu'il ne les regardât pas comme une preuve légale des résultats de l'élection.

M. Arroyo a lors le certificat de dépôt signé Beau, constatant que les duplicata étaient des copies correctes des originaux restés en sa possession.

Wells a maintenu sa décision et le bureau ayant été appelé à voter, MM. Anderson, Kenner et Casanave ont soutenu la décision de M. Wells. M. Arroyo votant seul contre.

M. Arroyo a présenté alors la protestation ci-dessus, après quoi le Bureau a décidé d'examiner aujourd'hui, samedi, les paroisses Carroll, Iberie et Terrebonne, et a dit que tous les mémoires pour les autres paroisses contestées devraient être remis avant lundi.

PROTESTATION DE M. ARROYO.

Le soussigné, membre du bureau des retours, proteste contre la décision du Bureau qui a rejeté les duplicata originaux des rapports d'élection, offerts pour établir le vote de la paroisse de De Soto, parce que le supervisor d'enregistrement de la dite paroisse a manqué de faire le rapport requis de la par la loi, la dite protestation étant fondée sur les raisons suivantes:

1o. Parce que, par suite du criminel manquement de la part de l'enregistrer, de remettre au bureau la compilation des retours d'élection, des listes de comptes dites *Tally*, &c., des commissaires d'élection dans la paroisse De Soto, le peuple de cette paroisse, et en outre les dits, ont été privé du droit qu'il a eu de manifester ses choix pour les emplois, quand toutes les formalités légales ont été remplies et quand cette manifestation a été exprimée au moyen du scrutin reconnu, dont le caractère sacré et la pureté doivent rester inviolables et respectés; et parce qu'en l'absence de ces documents le moyen indiqué pour arriver à cette conclusion désirée, est de compiler les duplicata originaux des rapports d'élection déposés par les commissaires d'élection des différents bureaux de la dite paroisse par l'intermédiaire du supervisor d'enregistrement entre les mains du greffier de la Cour de District de la dite paroisse et actuellement en cette ville et offerte pour être admise et compilée:

2. Parceque l'action de ce bureau dans le cas actuel est un renversement de sa décision dans le cas du 10e ward de cette ville, où, l'absence des retours réguliers par la Cour, tout bureau en autre tribunal légal, et qu'ils ne diffèrent des retours du supervisor d'enregistrement que par le défaut de la transmission manquée par ce dit officier, dont les fonctions, sous ce rapport, ne sont que ministérielles.

4. Parceque le manquement du supervisor d'enregistrement, d'avoir fait sa déclaration au bureau empêche celui-ci d'examiner les duplicata originaux ou les copies certifiées des retours, alors la totalité de la votation, à l'ecommand dans cet Etat, de B. F. Penn qui prétendait avoir été élu lieutenant-gouverneur de l'Etat en 1872, et a appelé à l'aide tous ceux qui s'armeront